



Appel à communication pour le colloque international de géographie  
sociale

*Penser la fabrique de la ville en temps de crises*  
**7<sup>èmes</sup> Rencontres franco-italiennes de géographie sociale**  
**(16-17 juin 2014, Tours)**

**Date du colloque :** 16-17 juin 2014

**Organisateurs du colloque :** UMR CITERES, CNRS, Université de Tours

**Lieu du colloque :** Université de Tours, Faculté de Droit, d'Economie et de Sciences sociales, Salle du Conseil.

Le colloque franco-italien intitulé « Penser la fabrique de la ville en temps de crises » et initié par l'UMR CITERES, s'inscrit dans la continuité d'une série de manifestations scientifiques annuelles, regroupant depuis 2008 des chercheurs italiens et français qui confrontent leurs regards autour des débats scientifiques dans le champ de la géographie sociale.

La thématique proposée pour l'édition 2014 est issue des questionnements de chercheurs du laboratoire et de leurs partenaires italiens sur la fabrique de la ville dans un contexte où la question de la crise paraît omniprésente dans les discours dominants. Dans le cadre de ce colloque, la crise sera envisagée à la fois comme un élément de contextualisation et un facteur qui pèse sur la fabrique de la ville actuelle. Quels sont alors les effets réels ou supposés des crises sur la fabrique de la ville ? Dans quelle mesure sont-elles instrumentalisées par les décideurs ou les acteurs pour légitimer des stratégies, des projets ou des actions urbaines ?

Ces journées permettront de saisir comment en Italie et en France les géographes travaillant sur la production et sur les pratiques des espaces urbains intègrent la notion de crise dans leurs travaux. Notre objectif sera donc de mettre en discussion les effets de l'interprétation des contextes et des devenir des villes en termes de crise urbaine, environnementale, politique ou économique. Des contributions sur des contextes où ces questionnements peuvent être exacerbés, comme ceux du Monde arabe, permettront des mises en perspective en lien avec la mondialisation.

Il ne s'agira donc pas tant d'interroger la réalité d'une crise ou de ses effets, que de questionner la manière dont celle-ci peut être invoquée pour justifier ou au contraire disqualifier un modèle de gouvernance, un projet urbain ou une stratégie d'aménagement. Que fait-on et que fait-on faire dans les villes contemporaines au nom de la crise, que celle-ci soit environnementale,

politique, urbaine ou économique ? Pour cela nous proposons d'organiser les débats à partir de trois pistes de réflexion :

- Il s'agira d'abord de traiter des effets des références à la crise économique et urbaine sur les productions d'une géographie sociale qui s'attache à construire une critique des formes d'urbanisme « néo-libérales » ;
- ensuite de discuter l'hypothèse d'une crise de l'action publique urbaine qui se manifesterait par la multiplication des situations de blocage de projets d'aménagement et d'infrastructures par des conflits locaux ;
- et, enfin, d'analyser des situations dans lesquelles la perspective ou l'invocation par certains acteurs d'une crise environnementale ou de situations d'urgence pèse sur les façons de concevoir la production et le fonctionnement des villes.

Le colloque sera organisé sur deux jours, autour de trois axes de réflexion.

### **Axe 1 – Urbanisme « néolibéral » et géographie de la crise.**

Depuis les années 1980, se généralise un mode de fabrique de la ville dit néolibéral qui se distingue par des grands projets (immobilier résidentiel et de bureaux, industrie touristique, affaires et consommation) conçus comme des produits d'investissement ouverts au marché international. Ils se caractérisent par la multiplication des partenariats publics/privés, la privatisation de la maîtrise d'ouvrage urbaine et l'internationalisation des montages financiers. Certes la crise a provoqué l'arrêt de nombreux projets ou leur révision à la baisse, mais n'en a pas annulé pour autant les effets déjà tangibles sur les espaces de relégation, aggravant les inégalités socio-spatiales. Le marketing contribue sans doute à leur « naturalisation dans l'espace urbain, en projetant des valeurs et représentations qui augmentent la rente foncière. Il s'agira ici de caractériser l'entre-deux de cet urbanisme et des dynamiques sociales, notamment les reconfigurations territoriales induites et les formes de résistance des populations affectées, tout en mettant en évidence l'instrumentalisation de la crise pour tantôt légitimer ce mode de fabrique de la ville et tantôt justifier son échec et son renouvellement.

### **Axe 2 – Conflits d'aménagement et crise de l'action publique urbaine.**

En Italie et en France, comme dans de nombreux autres contextes, le conflit semble être devenu une modalité généralisée de relation entre les résidents et/ou usagers et les porteurs de projets d'aménagement urbain et d'infrastructures. Au-delà des débats sur les causes des conflits, il est possible de s'interroger sur leurs effets, d'une part, sur les projets eux-mêmes et, d'autre part, sur les relations des populations aux espaces en jeu et à l'action publique urbaine. Si les dispositifs d'information, de participation et de concertation ne semblent pas en mesure de réduire les conflits, les mobilisations locales produisent la généralisation de controverses sur le devenir de certains sous-ensembles spatiaux. Au-delà des mobilisations des groupes affectés, de nouvelles formes d'engagement qui s'affichent comme radicales semblent occuper une place plus importante dans les deux contextes nationaux. Certaines opérations d'aménagement deviennent le symbole d'un mode de croissance, de développement ou d'organisation politique et urbaine honnis. On peut, dès lors,

s'interroger sur les conditions de possibilité de la construction de décisions partagées dans ces situations de crises locales. La généralisation des conflits d'aménagement constituent-elles l'expression d'une crise des modalités de production de la ville et/ou d'une crise de légitimité des pouvoirs publics urbains ?

### **Axe 3 – Crises environnementales, urgence, résilience et décroissance.**

Les références aux crises environnementales ou énergétiques, aux risques et catastrophes marquent aussi la façon de penser le devenir des villes. Les recherches urbaines et territoriales ont intégré le vocabulaire de l'urgence, de l'adaptation ou de la résilience. Ces crises sont invoquées de façon différente : d'une part, à partir de l'analyse des impacts locaux de dynamiques globales (changements climatiques, sécurité alimentaire, risques environnementaux et sociotechniques) et de la prise en compte du rôle des villes dans ces dynamiques ; d'autre part, en liaison avec les dimensions économiques, à partir d'un questionnement sur les capacités des villes à fournir aux citoyens les services urbains et environnementaux de base (logement, eau, assainissement, déchets...). En réponse à ces crises, la remise en cause des modèles de croissance et de développement proclame la nécessité de nouvelles façons de penser les relations villes-campagnes, les flux en ville mais aussi l'aménagement urbain dans les différents domaines. Introduisant ainsi de nouvelles dimensions de la planification urbaine en particulier sur les questions énergétique et alimentaire (agriculture urbaine, circuits courts, AMAP, GAS, locavore, Slow cities).

Par ailleurs, la notion d'état d'urgence est aussi une catégorie d'action publique en Italie. Au cours des trente dernières années, on a assisté à l'affirmation d'un discours dans l'espace public formulé en termes de crise, d'état d'urgence ou de chaos, non seulement dans des situations de catastrophes (inondation, tremblement de terre..) ou d'événements exceptionnels (jeux olympiques, exposition, G8...) mais aussi face aux difficultés rencontrées par les collectivités locales dans la gestion ordinaire de l'eau et le traitement des déchets. Progressivement ce discours qui met en avant une situation de rupture et de tension à l'issue problématique a pris dans certains contextes une place importante dans les débats publics.

Il s'agira ici de s'intéresser à ces différentes formes d'existence dans des situations locales italiennes et françaises des notions de crises environnementales, urgence, résilience et décroissance.

### **Modalités de soumission du colloque international de géographie sociale :**

Les propositions de communications (3000 signes environ, hors références bibliographiques éventuelles) sont attendues pour le **28 février 2014** et seront envoyés à l'adresse suivante :

hovig[point]terminassian[@]univ-tours[point]fr

Les communications pourront être présentées en français ou en italien. Elles seront évaluées anonymement par le comité scientifique du colloque (**réponse fin mars 2014**).

Les textes définitifs des communications (30 000 signes environ, hors références bibliographiques) devront parvenir avant le **vendredi 30 mai 2014**.

Selon les besoins, le laboratoire CITERES pourra participer à la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement des communicants.

**Comité scientifique du colloque :**

Fabio Amato, Professeur à l'Università di Napoli l'Orientale

Nicolas Bautès, maître de conférences à l'université de Caen Basse Normandie (laboratoire ESO UMR 6590).

Raffaele Cattedra, professeur à l'université Paul-Valéry Montpellier 3, actuellement invité à l'Università di Cagliari (Dipartimento di Scienze Economiche ed Aziendali).

Claudio Ceretti, Professeur à l'Università di Roma Tre (Dipartimento di Studi Storici, Geografici e Antropologici).

Egidio Dansero, professeur à l'Università di Torino (Dipartimento Culture, Politiche et Società).

Frédéric Dufaux, maître de conférences à l'université de Paris Ouest Nanterre La Défense (laboratoire LAVUE UMR 7218)

Isabelle Dumont, Università di Roma Tre.

Francesca Governa, Professeur au Politecnico di Torino, EU-POLIS

Anna Madoeuf, professeure à l'université de Tours (laboratoire CITERES UMR 7324, équipe EMAM).

Patrice Melé, professeur à l'université de Tours, directeur du laboratoire CITERES UMR 7324.

Maurizio Memoli (Cagliari) Professeur à l'Università di Cagliari (Dipartimento di Scienze Economiche ed Aziendali).

Giovani Sistu, Professeur à l'Università di Cagliari (Dipartimento di Scienze Sociali e delle Istituzioni).

Nora Semmoud, Professeure à l'université de Tours, directrice de l'équipe EMAM (laboratoire CITERES UMR 7324)

**Comité d'organisation du colloque :**

Hovig Ter Minassian, maître de conférences à l'université de Tours (laboratoire CITERES UMR 7324, équipe CoST).

Fabrizio Maccaglia, maître de conférences à l'université de Tours (laboratoire CITERES UMR 7324, équipe CoST).

Nora Semmoud, Professeure à l'université de Tours, directrice de l'équipe EMAM (laboratoire CITERES UMR 7324).

Claudia Cirelli, ingénieure de recherche contractuelle, (laboratoire CITERES UMR 7324, équipe CoST).